

Les rebelles burundais refusent les exigences du mini-sommet de Nairobi

RFI, 26/04/2022 Lors du mini-sommet consacré à la sécurité l'est de la République démocratique du Congo jeudi 24 avril à Nairobi, les chefs d'État du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, de la RDC et du Rwanda ont décidé de soutenir Kinshasa dans sa lutte contre les groupes armés qui y sévissent.

Le président burundais a lancé un appel aux groupes armés burundais, qu'il avait qualifiés de « criminels », à déposer les armes et à rentrer. Un message qui ne passe pas pour le principal groupe rebelle burundais, le RED - Tabara.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Le groupe Résistance pour un État de Droit (RED) - Tabara a dénoncé dans un communiqué du 24 avril un « langage insultant » et des « propos méprisants » à l'égard de milliers de Burundais qui ont fui la terreur du parti CND FDD du président Évariste Ndayishimiye. Cela avant d'opposer, à lui et à ses pairs de la communauté des États de l'Est, une fin de non-recevoir. Le groupe affirme qu'il « ne déposera ses armes que lorsque le droit aux élections libres et crédibles sera totalement rétabli » au Burundi, selon son porte-parole Patrick Nahimana. Mais le temps est compté, a prévenu le chef de l'État burundais. Les ministres de la Défense des cinq pays doivent se retrouver dans les deux semaines qui suivent le mini-sommet pour établir un plan d'action militaire contre les récalcitrants, et qui sera déclenché deux semaines plus tard. Le RED - Tabara a balayé ces menaces du revers de la main. Le plus actif des mouvements rebelles burundais a établi depuis des années sa principale base arrière dans les moyens plateaux qui surplombent la ville d'Uvira dans l'est de la RDC.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});